

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse

Herausgeber: Schweizerischer Forstverein

Band: 154 (2003)

Heft: 9

Artikel: Coopération internationale pour le développement durable : résultats et perspectives du Sommet de Johannesburg

Autor: Pistocchini, Francesco

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1098196>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Coopération internationale pour le développement durable: résultats et perspectives du Sommet de Johannesburg

FRANCESCO PISTOCCHINI¹

Keywords: Sustainable development; international cooperation; development; Johannesburg. FDK 971 : (68.01) : UDK 341.232 : UDK 339.96

Dix ans après le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg (Afrique du Sud). Avec la présence de 191 délégations gouvernementales et de 21 000 personnes accréditées, ce sommet a été l'un des plus importants de l'histoire des Nations Unies.

1. Trente années d'initiatives des Nations Unies pour le développement durable

Pendant ces 50 dernières années, la population mondiale a plus que doublé, passant de 2 milliards et demi en 1950 à plus de 6 milliards de personnes en l'an 2000. Cette accélération extraordinaire de la croissance démographique a fortement accru la pression sur les ressources naturelles de la planète. Durant cette période, la consommation de pétrole a même été multipliée par huit. La destruction des ressources naturelles, entraînée par les logiques actuelles de production et de consommation, est plus rapide que les rythmes de renouvellement. Les disparités dans la distribution de la richesse augmentent de façon dramatique et un tiers de la population mondiale vit avec un revenu de moins de 2 dollars US par jour.

Les préoccupations de l'ONU sur les thèmes du développement remontent à la Conférence de Stockholm de 1972, date à laquelle la relation entre l'environnement et le développement fut discutée pour la première fois de manière globale. Ce n'est qu'en 1987 que le Rapport Brundtland, intitulé *Our common future* (Notre avenir à tous), a défini le développement durable comme «Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.»

Le Sommet mondial sur l'environnement et le développement, nommé aussi Sommet de la Terre, s'est tenu à Rio de Janeiro en 1992 – vingt ans après Stockholm – et dans une atmosphère d'espoir renouvelé en raison de la fin de la guerre froide. On y élaborait l'*Agenda 21*², qui comprend 2500 mesures pour la mise en pratique du nouveau concept de développement durable. On y adopta une déclaration de principes sur l'environnement et le développement, connue sous le nom de Déclaration de Rio. On y approuva les conventions sur les changements climatiques et sur la diversité biologique. Une Commission mondiale du développement durable y fut instituée, afin de contrôler et stimuler la mise en pratique de l'*Agenda 21*. Le Sommet affirma les principes de prévention et de responsabilité différenciée entre nations face aux problèmes du développement. A Rio s'est déroulé aussi le premier forum parallèle organisé par les organisations non gouvernementales (ONG). Il a réuni un grand nombre d'associations engagées dans le secteur de la coopération, de l'environnement et des droits humains.

En 1997, à New York, une rencontre intitulée Rio+5 avait constaté que la plupart des pays ne mettaient pas l'*Agenda 21* en pratique. En l'an 2000, à l'occasion du Sommet du millénaire, huit objectifs de développement furent solennellement

promulgués: éradiquer l'extrême pauvreté et la faim; permettre à tous l'accès à l'éducation; promouvoir l'égalité des sexes et accorder un pouvoir majeur aux femmes; réduire la mortalité infantile; améliorer la santé des mères; lutter contre le SIDA et le paludisme; garantir la durabilité environnementale et étendre un partenariat mondial pour le développement. A cette occasion, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, annonça pour l'année 2002 la suite du Sommet de la Terre, c'est-à-dire Rio+10.

Le Sommet sur le développement durable de Johannesburg a donc été convoqué pour adopter des mesures concrètes et significatives dans le but d'activer les processus liés à l'*Agenda 21*. Il n'était pas nécessaire d'obtenir de nouveaux accords, mais de mettre en place ceux qui étaient déjà pris. Le Sommet a été préparé par quatre réunions préalables organisées par la Commission onusienne du développement durable, pour travailler sur un plan d'action que le Sommet devrait discuter et, par la suite, approuver. Il avait été précédé de deux événements significatifs: en mars, la Conférence internationale sur le financement du développement (Monterrey, Mexique) et le Sommet sur l'alimentation à la FAO (Rome). En mai, le secrétaire général de l'ONU, préoccupé par les carences du texte du plan d'action en préparation, a indiqué cinq secteurs clés pour le travail du Sommet: l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la diversité biologique. En juillet, le président sud-africain Thabo Mbeki a proposé de tenir à Johannesburg un meeting spécial réunissant 27 pays, intitulé *Friends of the Chair*, afin de trouver un terrain commun et de pouvoir dépasser les divergences qui subsistaient. Mais le risque d'un échec complet planait et le leader sud-africain ne voulut pas s'y rendre.

L'Afrique du Sud au temps de l'apartheid était soumise aux sanctions de l'ONU et ne fut pas autorisée à participer au Sommet de Rio en 1992. Dix ans après, pays organisateur, elle est devenue le symbole d'un changement possible. La ville même de Johannesburg, née pour servir de dortoir aux chercheurs d'or, bâtie par des travailleurs de couleur sous-payés et avec l'énergie produite par un charbon très polluant, est la démonstration de tout ce qui n'est pas durable dans plusieurs villes en expansion: la violence qui terrifie la population et ensanglante les rues, les transports publics insuffisants, le contraste entre les quartiers riches et les banlieues, comme Soweto ou Alexandra, cette dernière étant encore plus pauvre que les autres, sans égouts et sans les services publics les plus élémentaires. Les rencontres officielles du Sommet mondial se

¹ L'auteur de cet article est diplômé en histoire et en relations internationales. Il est préposé à l'information au Secrétariat de la justice sociale auprès de la Curie générale des Jésuites à Rome et rédacteur de *Headlines*, une publication électronique sur les activités des Jésuites dans les domaines social, du développement et des droits de l'homme. Il a participé au Sommet de Johannesburg en tant que membre de la délégation des Jésuites et envoyé de Radio Vatican (Note du rédacteur).

² Les principaux documents des sommets de l'ONU, de Rio à Johannesburg, sont disponibles sur internet sous www.un.org/esa/sustdev/documents/docs.htm.

sont déroulées, quant à elles, dans les luxueux quartiers commerciaux et hôteliers de Sandton, à quelques kilomètres d'Alexandra. Le Forum mondial de la société civile s'est tenu à 25 kilomètres de Sandton, à Nasrec, entre Johannesburg et Soweto, parallèlement au SMDD. Des centaines d'ONG, d'associations et de mouvements y ont présenté leurs activités et ont organisé des séminaires et des débats. Toute la région de Johannesburg et de Pretoria a accueilli des rencontres, des activités culturelles et des expositions: une sorte de foire mondiale sur le développement durable. Le Forum de la science a présenté des dizaines de prototypes capables de fonctionner et a démontré que, du point de vue de la science, un développement plus soutenu que l'actuel est possible, mais qu'il est nécessaire de réaliser des projets à grande échelle en s'appuyant sur les énergies alternatives et renouvelables. Le fait que le forum était parrainé par de grands groupes industriels est un signe d'espoir, car une partie du monde économique et scientifique voit dans le développement durable une opportunité plutôt qu'une menace à l'adresse du commerce et du profit.

2. Les négociations de Johannesburg

Lorsque le projet de Plan d'action – qui compte 152 paragraphes et 77 pages dans sa version anglaise – est arrivé de Bali, où la dernière conférence préparatoire avait eu lieu, il n'était approuvé qu'aux trois quarts. Le Sommet s'est donc ouvert avec plus d'un quart du texte entre guillemets pour marquer, selon l'usage en vigueur dans les négociations, les expressions controversées et les formulations proposées. Pendant la semaine du 24 août au 1^{er} septembre, le travail a consisté à éliminer ces passages, c'est-à-dire à reformuler les points controversés pour obtenir le consensus des Etats membres. Les plus fortes dissensions ont été provoquées par les chapitres sur la mondialisation, la finance et le commerce. Mais les principes de Rio ont aussi été mis en discussion, ainsi que des paragraphes sur les droits humains, le fonds de solidarité, l'énergie, les modèles de production et de consommation, la diversité biologique, les changements climatiques, les biens publics communs et les dimensions sociales du développement. Pouvoir et argent: c'est ici que les dissensions les plus fortes ont subsisté. Quand finalement un consensus a été trouvé, les formulations adoptées étaient plus diplomatiques et moins significatives, prix à payer pour éviter un échec complet.

L'accès aux sessions des délégués était limité ou interdit. Les délégations officielles étaient de tailles très diverses. Celles des pays les plus riches pouvaient compter 300 membres, avec des experts dans chaque domaine de discussion. Les Etats-Unis, souvent soutenus par l'Australie et le Japon, tenaient le rôle d'opposants aux décisions susceptibles de fixer des buts, d'établir un calendrier et d'accorder des moyens concrets. L'Union européenne, alliée des USA pour les problèmes commerciaux, financiers et de la mondialisation, était plus proche du G77 sur les questions de la pauvreté et de l'environnement. Les pays en voie de développement, réunis dans le G77 (en fait composé aujourd'hui de 132 pays), partageaient les mêmes positions sur la majorité des problèmes, sauf au sujet de l'énergie. La Chine, tout en refusant de faire partie du groupe, était souvent en accord avec lui. De nombreuses délégations étaient chargées d'influencer les négociations de façon à préserver les intérêts économiques dans les «dérives» d'un texte par trop novateur.

A Johannesburg, les sociétés multinationales ont marqué leur présence comme jamais auparavant à l'occasion d'un sommet. Au moins 200 multinationales étaient unies dans une organisation d'entrepreneurs pour le développement durable, dont le porte-parole était l'ancien président de Shell. Le

travail de lobbying sur les délégations a donné des résultats. De grandes ONG internationales, comme Friends of the Earth, WWF, Greenpeace et Oxfam, se sont aussi réunies au sein d'une coalition, dénommée Eco-equity, pour mieux se faire entendre et renforcer leur capacité d'intervention. Eco-equity a préparé des propositions alternatives pour toutes les parties du Plan d'action placées entre guillemets, a fourni d'excellents reportages quotidiens à la presse, aux ONG ainsi qu'à beaucoup de délégués officiels, perdus dans le labyrinthe des négociations.

A Rio de Janeiro, la société civile, représentée par bon nombre d'ONG, était un protagoniste important dont l'influence fut significative. Les mots «civil» et «non gouvernemental» tendent à signifier la même chose; les ONG ont en effet probablement la vocation d'exprimer les préoccupations des citoyens, de défendre leurs valeurs et de leur offrir des services, s'opposant ainsi aux «officiels» et aux «politiciens». Toutefois, l'apparition du mouvement mondial *no global* à Seattle en 1999 a engendré une crise d'identité, et la société civile est encore en train de lutter pour retrouver sa propre articulation, son organisation et une voix authentique. Les ONG seules ne peuvent en effet plus parler au nom de la société civile, car l'ONU a reconnu d'autres groupes importants en tant que participants légitimes à ses meetings et leur a octroyé le même statut qu'aux ONG accréditées. A Johannesburg, les ONG, plus nombreuses et mieux organisées qu'à Rio, estimaient ne pas avoir un impact proportionnel à leur force. L'ONU a d'un côté encouragé des groupes d'importance majeure à s'accréditer et à s'inscrire, mais semblait par ailleurs vouloir les garder à distance du processus décisionnel. Au siège du Sommet, les ONG américaines et européennes paraissaient très limitées par des procédures intergouvernementales inaccessibles et secrètes.

Forte de son expérience en matière de coopération, la Suisse s'est engagée en particulier dans une initiative de partenariat pour le développement durable des zones de montagne, en soulignant l'importance d'une protection adéquate des régions alpines dans les domaines du tourisme, de l'industrie, de la circulation et du transit, ainsi que des services décentralisés. Le conseiller fédéral Joseph Deiss, à la tête de la délégation suisse, a traité dans son intervention de l'urgence de répondre aux engagements pris lors du Sommet du millénaire concernant l'accès à l'eau douce, l'assainissement des eaux et la préservation de la diversité biologique. Il a rappelé aussi que la durabilité doit faire clairement partie des choix politiques, au niveau local comme au niveau fédéral, ainsi que le démontre la nouvelle stratégie poursuivie par la Confédération, qui a augmenté son budget pour le développement durable. Il convient de rappeler que 2002 a aussi été l'Année internationale de la montagne. A cette occasion, la Direction (suisse) de la coopération et du développement avec la FAO, le PNUE et un certain nombre de gouvernements, a organisé le *Global Mountain Summit*. Tenu en novembre à Bishkek, dans la république centre-asiatique du Kirgizstan, cette réunion a constitué une synthèse de dix ans de rencontres sur les thèmes du développement en montagne³.

3. Les résultats du Sommet

Dix jours de pourparlers intenses, menés également la nuit, ont donné des résultats. Le Plan d'action de Johannesburg, résumé dans une Déclaration politique plus brève, comprend les résultats suivants: a) une réduction significative du taux annuel de perte de la diversité biologique avant 2010 (mais

³ Site du *Global Mountain Forum* www.mtnforum.org.

aucun objectif précis n'a été établi); b) l'interdiction de pêcher des espèces qui permettent la régénération des populations de poissons (la conservation de ce patrimoine, dans le but de permettre un rendement plus élevé, doit être assurée d'urgence et, dans la mesure du possible, avant 2015; mais l'expression «dans la mesure du possible» réduit la valeur de l'accord); c) la réduction de moitié, avant 2015, du nombre de personnes sans accès à l'eau potable (1,1 milliard) et sans accès aux services d'hygiène de base (2,4 milliards); cela signifierait que, pour 180 milliards de dollars US, 200 000 personnes pourraient chaque jour obtenir l'accès à l'eau; d) la mise en place avant 2020 de méthodes de production et d'utilisation de substances chimiques sans effets nocifs sur la santé humaine et sur l'environnement; e) l'Afrique et le NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*) bénéficient d'une attention et d'un soutien particuliers de la part de la communauté internationale, afin de mieux orienter les efforts nécessaires entrepris en faveur de ce continent; f) encouragement d'un programme de dix ans destiné à promouvoir des modèles de production et de consommation durables, en améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources et en réduisant la dégradation et le gaspillage de ces dernières (on rappelle, dans ce cas, les principes qui sont à la base d'une «économie durable» consistant en la capacité à poursuivre un développement socio-économique compatible avec l'environnement); g) l'instauration d'un fonds volontaire, dénommé «Fond mondial de solidarité pour l'élimination de la pauvreté et la promotion du développement humain et social dans les pays en développement» (les modalités de réalisation seront définies par l'Assemblée générale de l'ONU, afin de ne pas concurrencer des fonds déjà existants).

L'énergie a constitué un des thèmes les plus complexes des négociations, en raison de la grande résistance des pays producteurs de pétrole, des grandes multinationales et des USA. Au vu du réchauffement global et des changements climatiques, la Convention sur le climat signée à Rio prévoyait de maintenir les émissions des gaz à effet de serre aux niveaux atteints entre 1990 et l'an 2000. Il n'a pas été possible d'atteindre ce résultat. La proposition de la convention avait été reprise à Kyoto en 1997: réduire d'ici 2012 les émissions d'au moins 5% par rapport au niveau de 1990. L'Union européenne et le Brésil, avec d'autres pays, ont ouvert le chemin à la signature et à la ratification du protocole et ont proposé d'augmenter la part d'énergie renouvelable à 15% du total de la production d'énergie mondiale d'ici 2015. Jusqu'à Johannesburg, certains pays parmi les plus polluants du monde n'avaient pas encore signé le protocole. Le Canada, la Chine, l'Inde et la Russie ont annoncé au Sommet qu'ils allaient le ratifier. Les USA et l'Australie sont restés isolés. Mais la proposition des 15% a été réduite, se limitant à un appel pour une «croissance substantielle», sans aucune limite quantitative ni échéance. Le consensus partiel sur l'énergie renouvelable (comprenant l'UE, le Brésil et d'autres pays) est considéré par certains comme étant encore plus significatif que Kyoto.

Alors que les traités sont internationaux, la législation est en principe nationale. Dans la législation de nombreux pays, des lois sur l'environnement existent déjà, mais elles sont peu connues et leur application est insuffisante. A Johannesburg, sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), plus d'une centaine de hauts magistrats provenant du monde entier se sont réunis pour collaborer à l'application des lois sur l'environnement. «Le droit à un environnement sain», a affirmé Mary Robinson, juriste et ancien haut-commissaire de l'ONU pour les droits humains, «a été formellement reconnu dans plus de 90 constitutions nationales rédigées à partir de 1992».

Le concept assez nouveau de «partenariat de 2^e type», qui réunit les ressources et les talents des gouvernements et des

groupes écologistes pour le développement, a connu un fort élan. Ces initiatives non contraignantes sont un résultat concret parmi les plus significatifs, mais elles révèlent aussi la tentative des gouvernements d'assumer toujours moins de responsabilités pour le développement et l'environnement. Des centaines de ces projets, qui seraient nés à Johannesburg, ont été discutés.

Les subventions publiques en faveur de l'agriculture en Europe et aux Etats-Unis sont largement considérées comme la cause de la faim et de la pauvreté dans le tiers monde. Les pays pauvres en demandent l'élimination. Le Plan d'action s'est toutefois limité à confirmer les décisions prises à Doha par l'Organisation mondiale du commerce: une diminution et, éventuellement, une élimination des subsides, mais sans indication d'une échéance.

4. L'eau, l'engagement pour 2003

On peut utiliser l'image de l'escargot pour donner une idée des résultats obtenus: il se déplace dans la bonne direction, mais lentement et avec peine, tandis qu'il devrait le faire de façon plus rapide et plus déterminée. Même avec des objectifs limités, par rapport aux défis existants, et avec des échéances souvent vagues, la coopération internationale ne pourra que difficilement mener à bien le plan d'action approuvé à Johannesburg.

La Commission pour le développement durable, qui contrôle la mise en place des engagements, a décidé pour les deux premières années de se concentrer sur les thèmes de l'eau, des services sanitaires de base et de l'habitat. L'idée est de s'occuper de questions concrètes sur des cycles de deux ans. Vu que l'eau et les services sanitaires ont obtenu plusieurs engagements pendant le Sommet, la première partie du travail vise les objectifs dans ce domaine-là.

L'ONU a dédié l'année 2003 au thème de l'eau douce⁴. Ce fut l'un des cinq thèmes principaux du Sommet, placé également au centre du Forum de Kyoto, organisé les 22 et 23 mars 2003 par le *World Water Council* (parrainé par la Banque Mondiale). L'ONU a présenté les premières évaluations officielles sur les réserves mondiales d'eau. Sur la planète, 30% de la population manquent d'eau, et 70% de l'eau douce sont utilisés pour les cultures agricoles. La conviction se répand que la crise de l'eau va s'aggraver et qu'elle deviendra l'une des principales préoccupations des gouvernements. Au XX^e siècle, le volume d'eau douce consommé a augmenté deux fois plus vite que la population. Le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie méridionale ont des problèmes chroniques d'approvisionnement. En 2025, selon certaines estimations, 5,5 milliards de personnes vivront dans des pays avec des réserves d'eau insuffisantes.

Pour mieux comprendre les enjeux, il faut se rendre compte que, par exemple, deux des plus grandes sociétés multinationales, Ondeo (Suez) et Vivendi Universal, contrôlent des entreprises dans plus de 100 pays. L'or bleu est leur richesse: elles s'occupent de la distribution d'eau à plus de 100 millions de consommateurs. En 2003, alors qu'un milliard de personnes n'ont pas assez d'eau potable, les profits montent. La valeur globale de l'industrie de l'eau est estimée à 800 milliards de dollars par an, mais la majorité des pays la considère comme un bien public, comme un droit: c'est pour cette raison que 5% seulement de la distribution d'eau sont entre les mains du secteur privé. Les appétits des entreprises ont des alliés insoupçonnés. Quelques-uns des pays les plus pauvres du monde ont

⁴ Le site officiel de l'Année internationale de l'eau douce 2003 est www.wateryear2003.org.

été obligés de privatiser les systèmes de distribution d'eau, comme garantie aux prêts du Fond monétaire international destinés à réduire la pauvreté. Conséquence de cette politique: au Ghana, en 2001, le coût moyen d'un seau d'eau a doublé. L'Organisation mondiale du commerce, elle aussi, exerce des pressions dans le but de privatiser les services des eaux du secteur public. Pendant cette rencontre, les ministres de l'environnement du monde entier ont insisté une fois de plus sur les partenariats entre secteur public et secteur privé.

En septembre 2000, les leaders nationaux s'étaient engagés à réduire de moitié la population mondiale sans accès à l'eau potable, et cela avant 2015. Le SMDD a décidé de réduire de moitié, dans le même laps de temps, le nombre de ceux qui n'ont pas d'installations sanitaires adéquates. Pour que ces objectifs aboutissent, une action coordonnée est nécessaire, non seulement de la part des gouvernements, mais aussi des utilisateurs de l'eau et des investisseurs. Des ressources substantielles sont nécessaires. Actuellement on estime qu'environ 30 milliards de dollars US par an sont utilisés pour satisfaire les exigences en eau et en installations sanitaires dans le monde. Un montant supplémentaire compris entre 14 et 30 milliards par an serait nécessaire pour atteindre les buts fixés dans ce domaine. De petits projets décentralisés, planifiés et mis en place avec la collaboration de ceux qui en bénéficient, contribuent notamment à améliorer la situation. Les expériences démontrent que les projets d'infrastructures à grande échelle sont difficiles à gérer et ne contribuent souvent pas à améliorer les conditions de vie des groupes les plus pauvres de la population.

Grâce aux résultats obtenus pendant les années 1990, 63 pays se sont mis en marche en ayant pour objectif l'accès à l'eau. En Afrique sub-saharienne cependant, seuls 58% de la population bénéficient de cet accès et, dans les pays les plus pauvres, aucune amélioration ne s'est produite.

5. ONU ou OMC. Quelle coopération internationale est-elle possible à l'avenir?

Le slogan «Un monde durable est possible» devrait exprimer une évidence – et pourtant ce n'est pas le cas. Le Sommet de Johannesburg a lutté pour donner sa chance à cette affirmation. Une comparaison entre Rio et Johannesburg est toutefois utile. En 1992, après la chute des régimes communistes en Europe de l'Est et avec l'attention particulière portée sur l'écologie, Rio rédigea son ambitieux *Agenda 21*. Dix ans après, ce programme n'a pas encore été appliqué. Il semblait donc logique que Rio+10 se concentre sur la mise en œuvre de ce programme. Mais, au cours des dix dernières années, la collaboration internationale (et l'engagement politique des pays les plus développés) s'est tournée vers le renforcement des règles sur le commerce, plutôt que vers des engagements contraignants, susceptibles d'alléger la faim, ou vers des mesures en faveur de la justice sociale et de l'environnement. Dans la même décennie, on a assisté à l'émergence d'une seule superpuissance, alors que les secteurs financiers et industriels se renforçaient au moyen de la création de l'OMC, support de leurs intérêts; les syndicats se sont affaiblis et les ONG, bien que plus nombreuses, sont moins influentes.

Toutefois, il existe des problèmes généraux qui ne peuvent être résolus que s'ils sont menés de front sur le plan national et international et que si les Etats collaborent entre eux. De cette réalité découle l'action des Nations Unies. La possibilité de rendre le monde habitable ou réellement plus humain dépend dans une mesure significative de la capacité à prendre de bonnes décisions au niveau mondial. On s'est demandé si

l'ONU, en tant que seule assemblée où tous les pays ont une voix, est capable d'agir de façon efficace: sa structure bureaucratique n'est-elle pas trop lente, complexe ou inefficace en tant que «centre de direction» de la collaboration multilatérale, privé des instruments vraiment aptes à sanctionner les pays qui n'accomplissent pas leurs obligations. En fait, l'ONU reflète certainement la volonté politique des pays membres.

Le SMDD, mis sur pied pour examiner des problèmes, a donné l'impression de se tenir éloigné de la réalité et de rencontrer des difficultés pour proposer des solutions efficaces. Mais les défis de Rio et de Johannesburg posent des questions auxquelles aucun pays ni aucune entreprise ou groupe ne pourront répondre isolément. C'est pourquoi une organisation mondiale capable d'assumer la responsabilité de résoudre ces problèmes est sans doute nécessaire. L'ONU a assez bien préparé le SMDD, a réuni à Johannesburg un nombre extraordinaire de gouvernements et de groupes, en promettant une gestion appropriée des problèmes cruciaux du développement durable. A la question de savoir si la capacité de prendre des décisions est à la hauteur de l'urgence et de la complexité des problèmes, certains affirment que le SMDD a été trop grand, mais que sa dimension a sans doute été proportionnelle aux défis à affronter. Ce fut la réticence des Etats membres, en particulier des plus puissants, à accorder à l'ONU une capacité réelle de décision qui a rendu la recherche de solutions si difficile.

Une comparaison entre l'ONU et l'OMC, l'organisation symbole de la mondialisation, est instructive. L'OMC a un objectif plus limité et donc plus simple à gérer: elle s'occupe du commerce et des échanges. L'ONU, au contraire, est universelle dans ses objectifs et dans ses intérêts. Mais les résolutions de l'ONU ont souvent une valeur plus morale que juridique. Normalement, ses décisions ne sont pas accompagnées d'instruments concrets d'application, qui dépendent de l'initiative des Etats membres.

A Johannesburg, l'approbation d'un Plan d'action véritablement capable d'établir *l'Agenda 21* et les objectifs du millénaire n'étaient pas seuls en jeu: il fallait aussi mettre en œuvre les instruments nécessaires pour faire face aux problèmes mondiaux à long terme. Le Sommet n'a pas été un succès dans sa tentative de représenter objectivement la situation du développement durable au niveau mondial, ni dans la volonté politique de mettre l'intérêt commun avant des logiques d'intérêt national. L'accord substantiel obtenu à l'occasion des travaux préparatoires démontre comment le monde peut s'unir lorsqu'il ne s'agit pas de problèmes économiques. Johannesburg a tout simplement reflété le pouvoir croissant du commerce et de ses exigences. Les règles et les modalités du fonctionnement actuel de l'OMC ne tiennent pas suffisamment compte des objectifs du développement durable, ni des priorités des accords internationaux sur l'environnement. Cela est devenu tout à fait évident lors du Sommet. De nombreux problèmes identifiés à Rio n'ont été résolus que partiellement ou sont même restés sans ébauche de solution. Johannesburg a été Rio+10, à l'issue d'une décennie de progrès controversée, marquée par d'énormes changements qui ont surtout profité au grand commerce, alors que le rythme d'adaptation des gouvernements et de la société civile est resté plus lent et plus difficile.

Le Sommet a montré la nécessité de donner plus de poids au multilatéralisme, en associant l'ensemble de la communauté mondiale aux décisions d'importance internationale, selon un processus démocratique, avec une capacité opérationnelle et un pouvoir décisionnel plus grands pour les institutions de l'ONU. Le grand débat sur le Protocole de Kyoto, en particulier entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ne concernait pas seulement les objectifs de ce traité, mais aussi

le modèle Kyoto, en tant qu'exemple typique de traité multilatéral entraînant une responsabilité commune de tous les pays, mais avec des charges différenciées. L'actuelle administration américaine n'accepte pas le principe de cette gestion multilatérale, fortement soutenue par les Européens, et qui a prévalu à Johannesburg, où des pays importants, comme la Russie, la Chine ou le Canada, ce dernier étant traditionnellement très proche des Etats-Unis, ont accepté de ratifier le Protocole de Kyoto. Ces pays ont permis à ce dernier d'atteindre le *quorum* pour entrer en vigueur. La position critique de l'administration actuellement en place à Washington contre le Palais de verre s'est notamment manifestée à Johannesburg avec le refus du président Bush d'intervenir à côté des autres chefs d'Etat.

Une autre conséquence est à noter, qui fait suite au Plan de Johannesburg demandant de changer les modèles de production et de consommation. Il s'agit de la nécessité d'une approche régulatrice et non libérale de l'économie de marché. Même à ce sujet, les opinions de l'Europe (plus en faveur d'une réglementation) et celles des USA (plus libérales) étaient profondément opposées. Sur les sujets les plus importants (depuis les énergies renouvelables jusqu'à l'eau douce), les Européens demandaient des objectifs précis, du temps et des moyens pour les atteindre. Les Américains, en revanche, soutenaient le concept *wait and see*: laissez faire, le marché réalisera les objectifs. Mais, pour orienter le marché global vers un développement durable, des règles et des interventions sont nécessaires au niveau international, à travers les institutions qui ne peuvent fonctionner qu'avec le consensus d'un grand nombre d'Etats, grands et petits. Ces institutions produisent inévitablement de la bureaucratie, et leur fonctionnement complexe demande à être amélioré. Mais il faut les soutenir si l'on veut rester sur le chemin d'un développement global et durable.

Dans les documents de Johannesburg, il n'y a plus de proposition prioritaire et unique de croissance économique, mais une proposition de développement durable, fondé sur les trois piliers économique, social et environnemental. Au slogan «Population, planète et prospérité» correspond le triangle du social, de l'environnement et de l'économie. Le Sommet, comme l'a affirmé Kofi Annan, a offert «une occasion exceptionnelle de situer nos économies et nos sociétés sur un fondement plus durable». La réflexion est plus pertinente qu'elle ne pourrait le laisser penser. On ne donne plus la priorité à la croissance économique: le développement économique et social, l'éradication de la pauvreté et le contrôle des ressources naturelles sont placés sur le même plan et sont liés entre eux. Le niveau de conscience augmente: pour un équilibre majeur et pour éradiquer la pauvreté, il faut changer et non renforcer les modèles de production et de consommation.

On a mentionné une nouveauté importante, celle des initiatives de partenariat pour des projets de développement fondées sur des capitaux privés. Sont-elles la solution commune aux problèmes présentés par l'ONU et aux exigences de l'OMC? S'agit-il de bons projets, réellement utiles au développement durable des pays concernés? Ne sont-ils pas surtout utiles aux entreprises qui les ont financés et réalisés? Il faudrait disposer au moins de directives destinées aux gouvernements qui assistent et soutiennent ce type d'initiative, de même qu'aux entreprises qui les réalisent. Il faudrait également disposer de normes de contrôle internationales des résultats. Malgré les efforts faits au SMDD, on n'a pas noté d'avancées de la part des grands groupes transnationaux en matière de transparence ou de contrôle démocratique international sur ces initiatives économiques et financières.

Cette question, fondamentale au même titre que d'autres pour mettre en œuvre une stratégie globale de développe-

ment durable, a toutefois été posée. Si poser correctement une question signifie parcourir une bonne partie du chemin en direction de sa solution, des progrès importants ont été accomplis au Sommet de Johannesburg – même si l'on pouvait espérer des propositions plus incisives et plus cohérentes avec les analyses préalables qui, elles, sont largement partagées.

La collaboration multilatérale et le rôle des Nations Unies sont aujourd'hui des sujets de discussion, mais les problèmes urgents du développement et de l'environnement, comme les problèmes politiques et militaires, ne trouvent jamais de réponses satisfaisantes dans la myopie des politiques qui mettent l'intérêt national à la première place.

Résumé

L'an dernier a eu lieu à Johannesburg le Sommet mondial sur le développement durable, 10 ans après le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro. Outre les 191 délégations gouvernementales, cette manifestation a réuni un nombre considérable de sociétés multinationales et d'organisations non-gouvernementales. Les domaines clés du Sommet étaient l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la diversité biologique. Les initiatives de partenariat impliquant les secteurs public et privé ont occupé une large place dans les débats. Rédigé par un observateur indépendant, cet article propose un éclairage critique sur la préparation et le déroulement du Sommet. Il en analyse les principaux résultats dans une perspective sociale et politique, s'interroge sur les possibilités réelles de leur mise en œuvre et discute des perspectives futures de la coopération internationale.

Résumé: JEAN-PIERRE SORG

Zusammenfassung

Internationale Zusammenarbeit für eine nachhaltige Entwicklung: Ergebnisse und Perspektiven des Gipfels von Johannesburg

Letztes Jahr fand in Johannesburg der Weltgipfel zur nachhaltigen Entwicklung statt, zehn Jahre nach dem Gipfel zur Umwelt in Rio de Janeiro. Neben den 191 staatlichen Delegationen hat diese Veranstaltung eine bemerkenswerte Zahl an multinationalen Gesellschaften und nichtstaatlichen Organisationen vereinigt. Die Bereiche des Gipfels umfassten das Wasser, die Energie, die Gesundheit, die Landwirtschaft und die Biodiversität. Die Partnerschaftsinitiativen, die den öffentlichen und privaten Sektor einschliessen, nahmen in den Debatten grossen Raum ein. Durch einen unabhängigen Autor verfasst, beleuchtet dieser Aufsatz die Vorbereitungsarbeit und den Ablauf des Gipfels kritisch. Er analysiert die wichtigsten Resultate aus sozialer und politischer Sicht, hinterfragt die realen Möglichkeiten ihrer Umsetzung und diskutiert die zukünftigen Perspektiven der internationalen Zusammenarbeit.

Übersetzung: PATRICIA TRATTMANN

Summary

International co-operation for sustainable development: results and perspectives of the Johannesburg Summit

Ten years after the Earth Summit in Rio de Janeiro, a summit on sustainable development took place last year in Johannes-

burg. Apart from delegates from 191 countries, this event also included a remarkable number of multi-national companies and representatives from NGOs. The main issues addressed at the summit included water, energy, healthcare, agriculture and biodiversity. Partnership initiatives, bringing together the private and public sectors, were widely debated at the summit. Written by an independent author, this article critically examines the preparations and the unfolding of the event. He analyses the most important results arising from the summit from social and political perspectives, questions the actual possibilities of implementation and discusses future prospects for international co-operation.

Translation: ANGELA RAST-MARGERISON

Auteur

FRANCESCO PISTOCCHINI, Information Officer, Jesuit Social Justice Secretariat, Borgo Santo Spirito, 4, CP 6139, IT-00195 Roma Prati.
E-Mail: sjs.headlines@sjcuria.org.